ISSN 0336.4488

UNION OUVRIERE

MENSUEL N°9 — 15 SEPTEMBRE 1975 — DANS LES KIOSQUES 1F.

pour l'abolition de l'esclavage salarié !

Au-delà des nationalistes basques, c'est le spectre des prolétaires d'octobre 34, de juillet 36 et de mai 37 qui fait trembler tous les "mainteneurs d'ordre" en Espagne !

Le franquisme, en 1975, est déliquescent. Des fractions de plus en plus larges du capital espagnol proclament, à un rythme qui s'accélère, la nécessité de se tourner, pour mieux assurer l'encadrement du prolétariat et perpétuer leur domination, vers des « solutions démocratiques ». Les organisations de la gauche du capital, des sociaux-démocrates aux staliniens, se présentent comme des colonnes vertébrales possibles de cette restructuration de la société de classes et du système de l'esclavage salarié, autour de qui se rassembleraient « monarchistes de progrès », officiers franquistes « démocrates », « libéraux » de la dernière heure, curés « de gauche », notables locaux désireux d'assurer la transition de l'après-franquisme dans l'ordre, syndicats et petits-bourgeois de tout poil.

Moyennant quelques « nationalisations » supplémentaires et quelques phrases « autogestionnaires » et « socialistes », les gauchistes se sont déjà ralliés ou peuvent se rallier à cette formule de « pouvoir populaire démocratique », qui présenterait ainsi l'avantage pour le capital d'intégrer directement à sa conservation la plupart des forces qui, hier, se présentaient **idéologiquement** comme sa négation, et **réellement** comme sa relève politique.

Une des conditions de la « transition dans l'ordre » si chère aux staliniens est que la passation des pouvoirs se fasse « dans le calme » : dans des conditions qui permettraient à toutes les forces du capital de **conjurer une explosion sociale qui pourrait voir un prolétariat, dont la tradition insurrectionnelle fait trembler d'avance ceux-mêmes qui disent parler en son nom, mettre les pieds dans le plat à sa façon.**

Aujourd'hui, et c'est vrai pour **toutes** les forces de la contre-révolution, rien n'est plus précieux, à Madrid, à Barcelone ou à Bilbao, que l'ORDRE.

Conscients de cet impératif, les derniers franquistes même s'affirment plus soucieux de réprimer dans le sang **tous les éléments de trouble social** que de s'opposer politiquement à des « démocrates » dont ils savent, par-delà leurs désaccords quant aux **moyens**, qu'ils peuvent être, demain, le seul recours pour assurer la continuité de la direction des affaires de l'Etat : proclamation à répétition d'un « état d'exception » qui est devenu un moyen de gouvernement **ordinaire**, arrestations massives, plein pouvoir aux tribunaux militaires, **massacre de tout ce qui bouge.**

Si les traine-sabre de Burgos se sont offerts l'ignoble cérémonie qui a consisté à traîner devant un tribunal militaire l'ombre d'un accusé et un infirme et à les condamner rituellement à la mort, c'est qu'au-delà des manifestations nationalistes d'E.T.A., ce que craignent les juges de Garmendia et Otaegui, c'est que l'actuel climat d'agitation généralisée n'accentue, s'il durait, les risques de développement d'une rebellion qui, loin de tous les nationalismes et de toutes les combinaisons de rechange politique pour le capital, s'en prendrait au capital lui-même étatisé ou non, à la société de classes et au salariat.

Expressions du développement inégal du capital, les mouvements nationalistes ne constituent que des **réactions utopiques** à ce développement inégal, pour la bonne raison qu'ils se situent sur son terrain même. Les prolétaires du Pays Basque ou de Catalogne n'ont pas plus à attendre leur émancipation d'Etats bourgeois périphériques que de l'Etat central. Explicitement (E.T.A. V) ou non (E.T.A. VI), les nationalistes ne peuvent travailler qu'à l'édification de nouveaux appareils de spoliation des prolétaires, et à l'empoisonnement chauvin de leur conscience de classe.

Le mouvement de la révolution sociale se développera en Espagne comme mouvement de subversion de la société de classes, du capital et du travail salarié, contre la « démocratie » capitaliste comme contre la dictature franquiste, contre le capital étatisé comme contre l'Opus Dei, contre l'Etat espagnol comme contre les nationalismes périphériques, contre la « Junta democratica » comme contre la Phalange, ou ne sera rien.

Note sur les "conseils" portugais

L'ADRESSE publiée dans notre numéro de juillet - août faisait la critique politique du « MANIFESTE AU PROLETARIAT » publié le 15 avril 1975 par les groupes portugais qui s'intitulent « CONSEILS DE TRAVAILLEURS, DE SOLDATS ET DE MARINS ».

Le récent séjour à Lisbonne de plusieurs camarades nous a persuadés de ce que, si notre critique politique radicale des IDEES contenues dans ce document venait à point, notre critique de ces organes EN EUX-MEMES était par contre insuffisante.

1) Ces « conseils » auto-proclamés ont en fait une existence ARTIFICIELLE : loin d'être des organisations de masse vivantes, ils constituent seulement un maigre champ de manœuvre pour le P.R.P.

2) En conséquence, ce n'est pas tant à ces « conseils » que nous avions à nous adresser, QU'A TOUS LES PROLETAIRES, pour faire publiquement la critique politique de ces organismes.

Même si c'était pour critiquer ses positions, nous avons eu le tort, en privilégiant de fait cette fraction, de sembler lui conférer un rôle disproportionné avec son rôle réel.

Pour le reste, nos critiques précédentes ne laissant pas pierre sur pierre du document du P.R.P., nous ne pouvons que les réaffirmer aujourd'hui, en les radicalisant encore : plus que jamais, le développement du mouvement communiste passe, au Portugal, par une rupture claire d'avec l'indigence et la mystification « gauchistes ».

3 septembre 1975.

«Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien.»

K. Marx
Lettre à Schweitzer
13 février 1865

Londres

un article d' "Entreprise" (n° 1036) : "Au directoire, les délégués réagissent comme des patrons".

Un article d' « Entreprise » (n° 1 036) : « Au directoire, les délégués réagissent comme des patrons. »

26 % d'inflation pour l'année, 30 % de dépréciation de la livre; 1 250 000 chômeurs recensés, chômage technique et diminution d'horaires...

Le capital anglais, plus durement touché que ses voisins par la récession, part à la dérive. Chez les travaillistes, grand branle-bas de combat. La « patrie » est en danger. Grand appel au « civisme » des exploités, invités, dans la situation délicate que traverse l'Angleterre capitaliste, à serrer eux-mêmes leur ceinture d'un cran, et à donner un petit coup d'épaule à leurs pauvres « partenaires sociaux » d'exploiteurs.

Limitation des hausses de salaires à six livres par semaine pour l'année à venir décide Wilson. Les syndicats sont là. Il sait qu'il peut compter sur eux. Le 107e Congrès des Trade-Unions, réuni au début du mois de septembre approuve massivement, le plan anti-ouvrier. Ils jouent leur rôle d'instruments de domination du capital au sein du prolétariat.

Syndicats fondés sur une base corporatiste, la puissance des Trade-Unions est immense. Le taux de syndicalisaiton est supérieur à 70 %. Dans chaque profession, chaque métier, tout postulant acquiert, dès la fin de son apprentissage, sa carte syndicale qui facilitera son embauche ultérieure. Nombre d'entreprises, depuis 1968, se sont en effet engagées à ne pas embaucher d'ouvriers non syndiqués.

Une politique contractuelle « efficace » présuppose des syndicats puissants. Le capital le sait :

« Dans le secteur du papier, déclare A. » Patterson, directeur administratif de Bo- » water Corporation, les syndicats ont l'âge

(Suite page 4)

Moyen-Orient

La paix américaine :

Kissinger joue et gagne au nom du bloc occidental du capital mondial.

Le 1er septembre dernier, la presse annonçait la signature d'un « accord de désengagement » israélo-égyptien sous les augustes auspices de Kissinger. L'enjeu pouvait sembler anodin. Pour reprendre la phrase d'un journaliste : « Des kilomètres de sable contre des radars et quelques citoyens américains ». (« Le Monde », 27 août 1975). Mais quels citoyens !

Deux cents « techniciens civils », dont les inévitables « spécialistes des points chauds » de la C.I.A., qui, quand le Congrès américain aura donné son accord, engageront physiquement le capital U.S. sur le terrain des opérations, sous prétexte d'assurer le fonctionnement et le contrôle des stations d'alarme électroniques de la nouvelle zone de « cessez le feu ». De fait, le capital U.S. venait, face à la Russie, de manifester clairement que c'était lui qui faisait les jeux.

Le 2 septembre, à Moscou, l'Agence Tass accusait le coup, qui déclarait que le nouveau rapport des forces, dominé par l'impérialisme rival, entrainait à ce point un déséquilibre « que le résultat peut en être la guerre ». Evidemment : déséquilibre mondial entre les deux blocs car pour ce qui est des belligérants locaux, Kissinger les a largement pourvus, les uns et les autres, d'armes et de dollars. Depuis, Moscou n'a cessé de grogner, chaque jour un peu plus fort, jusqu'à faire mine de considérer l'accord Kissinger comme une simple péripétie. Pourtant, un nouvel épisode de la lutte mondiale des deux « supergrands » du capital vient de prendre fin. L'un vient de gagner une partie, et s'apprête à en retirer tous les fruits possibles jusqu'à un nouveau rééquilibrage des forces. L'autre attend son heure. Car aucun ne perd jamais de vue, un seul instant, la stratégie globale sur laquelle ils fondent leur politique générale de « présence » militaro-économique.

Kissinger déclarait, en 1970, alors qu'on l'interrogeait sur les rapports entre la politique américaine au Proche-Orient et en Asie du Sud-Est : « Il est bien entendu absurde de dire que nous avons fait ce que nous avons fait au Cambodge afin d'impressionner les Russes au Moyen-Orient. Mais nous devons assurément garder à l'esprit que les Russes nous jugeront sur la détermination dont nous ferons preuve dans l'ensemble de nos interventions. Ce qu'ils font au Proche Orient... contient à long terme les pires menaces pour l'Europe Occidentale et le Japon, et par voie de conséquence pour les Etats-Unis. » (« Le Monde Diplomatique », mai 1975.)

Il a fallu à Kissinger beaucoup de virtuosité... et de milliards de dollars, pour éloigner le « danger russe » en Méditerranée, défaisant peu à peu les alliances des pays arabes avec la Russie, jusqu'à nouer finalement des « relations privilégiées » avec l'Egypte. Ce « pas en avant » U.S. a demandé deux ans : ainsi, au moment même où s'affirmait une politique de désengagement en Asie du Sud-Est, Kissinger préparait un autre engagement, au Moyen-Orient, et dont on ne saurait sous-estimer l'importance pour l'avenir des relations inter-impérialistes.

Pour les U.S.A., d'une certaine façon, il était temps. Leur éviction momentanée d'Indochine, l'incertitude quant à l'avenir des situations portugaise, italienne, espagnole, tout cela demandait qu'ils fassent vigoureusement acte de présence pour dissuader quiconque de douter de leur hégémonie.

Mais ce n'est pas tout. A côté des intérêts politiques et stratégiques de l'opération, apparaissent les inséparables intérêts économiques : les Etats-Unis, chefs de file du bloc occidental du capital mondial, doivent à tout prix desserrer l'étau d'une crise mondiale paralysante et renforcer leur mainmise sur les richesses énergétiques.

Comme dans un puzzle, tous les éléments du plan Kissinger s'imbriquent parfaitement les uns dans les autres.

Après la signature de l'accord, Ford se réjouissait : « Nous continuerons de coopérer avec l'Egypte pour développer le plus possible le commerce, le tourisme, l'entraide. De cette manière, les Etats-Unis pourront continuer à jouer un rôle constructif au Moyen-Orient. » (« Le Monde », 2 septembre 1975.) C'est triompher discrètement : les Etats-Unis vont désormais engouffrer là une bonne partie de ces capitaux en panne d'investissements qui enrayent les rouages de leur machine économique, et désormais aussi bien, en Egypte qu'en Israël, et en Iran qu'en Arabie Saoudite. Ils vont acquérir de nouveaux débouchés pour leur monstrueuse industrie d'armement, puisque les voilà fournisseurs des deux camps. « Ce sont essentiellement les Américains qui paient pour nous », disait à qui voulait l'entendre un porte-parole officiel égyptien (...) « mais ils ne se sont pas oubliés non plus. »

Cette partie, Kissinger l'a jouée et gagnée au Moyen-Orient non seulement au nom des Etats-Unis mais encore au nom de tout le bloc du capital occidental, réconcilié par la même occasion avec les deux camps. Lecanuet déclarait dès le 2 septembre : « C'est un acte d'une très grande importance... C'est pour la France la possibilité, je l'espère, de développer sa politique d'amitié parallèle pour les pays arabes et pour Israël. »

Et Giscard d'Estaing télégraphie à Sadate :

« ...Je tiens à vous dire combien » j'apprécie l'inspiration qui vous a » conduit à cette importante déci- » sion. Je saisis cette occasion de » vous exprimer mon très amical » souvenir. » (« Le Monde », 4 septembre 1975.-

Plus concrètement : commerce, investissements, réouverture du canal de Suez, pétrole enfin.

Et face à ses détracteurs occidentaux ce sera certainement un des atouts majeurs de l'homme - orchestre du capital U.S. que d'avoir débloqué la situation dans le domaine énergétique : désormais, les marchands d'énergie, grassement payés ou neutralisés par les U.S.A. ne sont plus un obstacle au Moyen-Orient.

Stratégiquement, économiquement, la signature de cet accord, pour le capital américain, est une affaire en or. Reste la mise en œuvre de la tactique chère à Kissinger, celle qui est le mieux à même de consolider à long terme les positions américaines dans cette région : « Nous sommes physiquement une superpuissance mais nos buts ne peuvent avoir de sens que s'ils suscitent une coopération volontaire... Des groupements régionaux soutenus par les Etats-Unis devront assurer la responsabilité de leur zone immédiatement avoisinante. »

Ce « groupement régional », cette place forte en passe d'être solidement organisée aujourd'hui pour se faire demain le gendarme du Moyen-Orient tout entier au profit du seul impérialisme occidental, ce n'est plus aujourd'hui Israël seulement, mais ISRAEL ET L'EGYPTE.

POUR T'ABONNER :

sous bande : 1 an, 15 francs

sous pli fermé: 1 an : 25 francs.

M. Bernard LACOSTE
C.C.P. 3425 40-V BORDEAUX.

SI TU VEUX PRENDRE CONTACT : passe aux permanences de l'UNION OUVRIERE :

A PARIS :
tous les samedis, de 10 heures à 12 heures, café « LE PARIS », salle du 1er étage, 148, bd de Charonne (métro Al.-Dumas).

A TOULOUSE :
tous les vendredis de 18 à 20 h au café Le Béarn, pl. St-Michel

A ROUEN :
passe à la vente d'U.O tous les dimanches matins au Clos Saint-Marc, de 10 h 30 à 11 h 30

A BORDEAUX :
tous les samedis, à 16 heures café Victor-Hugo, cours Victor-Hugo.

ERRATUM : page 4, 3° colonne, 3° alinéa, manque une ligne de la citation de Lénine. Il faut lire : " C'est à-dire des révolutions dont la force motrice est constituée par la bourgeoisie. "

Le rêve de Pékin : un « troisième bloc » CHINE - EUROPE

L'annonce de relations avec la Communauté Economique Européenne, officiellement établies le 8 mai 1975 à Pékin, et la visite, le 12 du même mois, à Paris du vice-premier ministre chinois Teng Hsiao Ping ont donné du relief à « l'intérêt » de la Chine pour l'Europe. Mais cela ne fait pas moins de dix années (depuis la rupture avec l'U.R.S.S. et l'ouverture vers le bloc atlantique) que la diplomatie maoïste tente de nouer des « relations privilégiées » avec le capitalisme ouest européen.

Non pour lui même, bien sûr, mais dans un contexte international qui, vu du côté chinois, au plan du rapport des forces, se résume ainsi :

1. — « La Chine reste encore un pays sous-développé, elle n'est pas qualifiée pour être une superpuissance ». (déclaration de Teng Hsiao Ping).

2. — La planète est dominée par « les deux super-grands ».

3. — « L'Europe, ce beau gâteau, constitue le théâtre principal de la rivalité soviéto-américaine. »

« Cela explique que, depuis un an, les deux super-grands se soient disputés avec tant d'acharnement leur présence au Moyen-Orient, sur les flancs de l'Europe, en Méditerranée et dans les Balkans », déclarait un officiel chinois lors de la visite du premier ministre maltais Mintoff, à Pékin, en janvier 1975. (« Pékin information », 20-1-75). Et le même journal en date du 19 mai d'ajouter dans un numéro largement consacré aux problèmes européens : « l'Europe concentre des industries avancées, des activités bancaires et commerciales; elle occupe une position stratégique capitale : c'est la région clé de la rivalité acharnée, qui dans le cadre de leur stratégie globale pour la domination mondiale, met face à face, U.R.S.S. et Etats-Unis ».

L'auteur de l'article s'attache à préciser concrètement les tentatives des Etats-Unis de gagner les marchés est-européens et protéger leurs acquis de l'Ouest, tandis que l'U.R.S.S. « intensifie son expansion et son infiltration en Europe occidentale, sous prétexte de coopération économique pan-européenne ».

L'EUROPE ENTRE L'ENNEMI N° 1 ET L'ENNEMI N° 2

La première période des relations sino-européennes commence en 1964, à l'époque où le « Quotidien du Peuple » publie, le 21 janvier, la théorie des « zones intermédiaires » : les Etats-Unis sont l'ennemi n° 1 de la Chine; entre eux et le « bloc socialiste », l'ensemble de l'Europe occidentale est classé parmi les « victimes du contrôle, des vexations et de l'intervention des Etats Unis », mais des victimes qui cherchent à alléger ce joug. C'est ce qui intéresse particulièrement le jeune capital chinois, incapable de se tailler seul une place au soleil et qui rêve d'une alliance sino-européenne capable de contre-balancer les « super-puissances ».

Pékin salue à l'époque « l'antagonisme franco - américain » et tente de donner un coup de pouce aux velléités d' « indépendance » de de Gaulle. La diplomatie chinoise fait de la France un « interlocuteur privilégié » et tente de l'utiliser comme première base en vue d'un « rapprochement » avec l'Europe de l'Ouest dans son ensemble.

Rappelons les principales étapes de ce mouvement. En 1964, malgré les résistances américaines et la désapprobation choquée de la Grande-Bretagne et de la R.F.A. qui « estiment ne pouvoir agir qu'en harmonie avec Washington » (« le Monde » 28-1-64), de Gaulle reconnaît officiellement la Chine maoïste. En 1965, la France vote pour l'admission de la Chine à l'O.N.U. En 1966, le retrait des forces françaises de l'O.T.A.N. et le départ des troupes américaines sont salués à Pékin comme « un défi aux ambitions américaines d'hégémonie mondiale ». En mars 1968, « Pékin Information » soutient la politique monétaire de la France face au dollar américain : l'heure est au front commun Europe - Chine contre l'ennemi principal du moment : les Etats-Unis.

Un élément nouveau interviendra ensuite : l'antagonisme sino - russe monte d'un degré. Russie et Etats-Unis sont d'abord déclarés impérialistes au même titre par Pékin, puis la formule « l'impérialisme américain est l'ennemi n° 1, le révisionnisme soviétique le tyran n° 2 » (« Pékin Information », 17 juillet 1967) va être inversée purement et simplement en 1969, après l'intervention en Tchécoslovaquie et les incidents militaires à la frontière sino-russe : désormais, le capital russe devient l'ennemi numéro 1.

Pour se garantir du côté de Moscou, Pékin, au mépris de toutes les proclamations de la veille, se tourne vers l'autre bloc. Les malheureux « maoïstes » qui braillaient hier contre Washington vont devoir mettre de l'eau dans leur vin, et justifier la nouvelle Sainte Alliance Mao - Nixon, puis appeler bientôt à la « défense nationale » en Europe et au Front Unique avec les gaullistes pour le salut de la patrie !

Mais ce n'est pas parce que le voyage de Nixon à Pékin marque nettement le virage atlantique forcé de la Chine que le capital chinois ne doit pas se garder à l'Ouest aussi, et ce n'est pas parce qu'il fait flèche de tout bois contre Moscou qu'il est prêt à se laisser manger tout cru par celui qui n'est plus que l'ennemi numéro 2.

Comme « volonté d'indépendance » et « refus de l'hégémonie des super-puissances » sont proclamés coté français et coté chinois, Pékin ne manque pas de relever avec délice toute manifestation du « différend franco - américain.

C'est là que l'Europe redevient le point de mire de Pékin : un bloc capitaliste européen uni et « indépendant » constituerait un contre-poids aux « super-grands » et un nouvel axe Chine - Europe pourrait permettre à Pékin de gagner du temps. Et, en 1971, « Pékin Information » (27-12-71) rend encore hommage à la politique française qui résiste à la domination du dollar en maintenant la parité or du franc.

La Chine poursuit assidûment son soutien aux pays européens dont l'attitude face aux U.S.A. serait susceptible de modifier le rapport des forces mondial, et à ce titre, elle se fait le partisan du ralliement du plus possible de pays européens au Marché Commun : en 1972, la presse chinoise et le représentant chinois à l'O.N.U. prennent nettement position en faveur de l'Europe des Neuf.

En mai 1975, « Pékin Information » rappelle encore : « Le peuple français et les autres peuples européens bénéficieront toujours du soutien du peuple chinois.

C'est dans cet esprit que le gouvernement chinois vient de nouer des relations avec la C.E.E. »

LA BATAILLE CONTRE CELUI QUI PRONE LE PLUS BRUYAMMENT LA PAIX ET LA SECURITE

En cette année 1975, Teng Hsiao Ping précise exactement les réajustements de sa diplomatie par rapport à l'Europe : « Une ou deux puissances cherchent à porter atteinte à l'indépendance d'autrui. En vue de l'hégémonie mondiale, elles se disputent avec acharnement. Le point clé de leur rivalité, c'est l'Europe. Maintenant personne n'ignore que celui qui prône le plus bruyamment la paix et la sécurité, c'est bel et bien celui qui place sous sa menace flagrante les peuples du monde, en particulier les peuples européens. »

L'Europe est toujours au centre des préoccupations chinoises, toutes les attaques étant réservées au bloc russe. Non seulement les Etats-Unis sont épargnés — et les journalistes qui ont suivi la visite de ce haut gradé du capitalisme chinois qu'est Teng Hsiao Ping ont tous remarqué à quel point pour lui « européen » et « atlantique » ne faisaient qu'un (« Le Monde » 15-5-75) — mais encore « le Quotidien du Peuple » du mois de juillet (« Le Monde » 5-6-75), proclame-t-il nettement : « En empoisonnant les relations entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis, le Kremlin dirige souvent ses attaques contre le Marché Commun pour en diviser les membres. »

Ce n'est donc pas gratuitement que Mao en personne recevait à Pékin quelques mois auparavant un des personnages les plus « anti ouverture à l'Est » et « anti-soviétique » de la R.F.A. : Strauss, président de l'Union social-chrétienne... pour lui confier ses inquiétudes quant au sort de l'Europe exposée à la menace russe et réduite à l'indispensable soutien des forces armées américaines. (« Le Monde » 18-1-1975.)

Et Teng Hsiao Ping de préciser à l'adresse du bloc oriental : « Quiconque ne nourrit pas d'intentions inavouables à l'égard de l'Europe n'a pas à craindre son union... Que les pays Ouest-Européens marquent sans cesse des progrès dans la voie de l'union afin de sauvegarder leur indépendance et d'assurer leur sécurité, cela contribue à l'évolution de la situation internationale dans un sens favorable. » Favorable aux intérêts de la Chine, s'entend. Comme « indépendance » et « sécurité » s'entendent contre la Russie d'abord, car depuis que le gouvernement chinois a aimablement conseillé à son voisin japonais de rester à tout prix sous le « parapluie atomique américain », il ne peut y avoir de doute sur la primeur des inimitiés chinoises.

L'EUROPE QUE VEUT LA CHINE

Le sens des prises de position chinoises est clair : constituer, pierre par pierre, une sorte de troisième force indépendante à la fois du bloc russe et du bloc américain.

Ayant, par la force des choses, dans un premier temps, misé l'Europe contre les Etats-Unis, puis dans un second temps, l'Europe contre l'U.R.S.S. dans le cadre atlantique, elle travaille aujourd'hui à la formation d'une Europe « indépendante et forte ». La France, ses velléités d'indépendance allant tout à fait dans le sens de ce projet, se voit vivement félicitée par Teng Hsiao Ping : « le peuple français qui ne cède pas à la pression venue de l'extérieur, poursuit ses efforts en vue de la sauvegarde de l'indépendance nationale. Nous sommes heureux de constater que le gouvernement français préconise l'Union de l'Europe occidentale, s'en tient à la politique d'indépendance, renforce la défense indépendante ». Et le « nous aimerions voir la C.E.E. nouer de meilleures relations avec le Tiers-Monde » ne va pas dans un autre sens : il est évident que la Chine verrait d'un bon œil un affaiblissement des liens qui lient celui-ci aux deux blocs tandis qu'un nouvel ensemble Europe - Chine et une fraction du « Tiers-Monde » satellisée ferait équilibre aux mammouths internationaux.

En théorie, un tel « troisième bloc » serait fort de la combinaison des richesses en matières premières des pays sous-développés et de la technologie avancée des pays européens... mais, pour le moment, les réalités sont tout autres et ce « troisième bloc » n'a pas d'autre réalité que celle des fictions et des chimères.

Alors, tandis qu'au plan diplomatique Pékin agite régulièrement les oriflammes de « l'amitié du peuple chinois et des peuples d'Europe », il ne lui reste guère, au niveau de la politique quotidienne, qu'à essayer de tout faire pour empêcher à toute force un rapprochement des « deux Grands » et à s'arc-bouter POUR DURER.

La Chine ne manque pas une occasion d'attiser en Europe le « différend » soviéto-américain. « Pékin Information » se réjouit (19-5-75) du fait que les Européens soient devenus « plus vigilants » et qu'aux « tripatouillages de l'Union soviétique contre l'union Ouest-Européenne et à son infiltration économique, ils opposent la signature avec les Etats-Unis et le Japon d'un « gentlemen's agreement » qui interdit des prêts aux intérêts inférieurs à 7,5 % et remboursables en plus de trois ans, coup sévère pour les révisionnistes soviétiques qui quémandent en Occident des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt ». « L'infiltration soviétique » ayant pour but de « disloquer l'alliance économique des pays de l'Ouest européen » et « d'évincer les Etats-Unis », le même « Pékin Information » se félicite de la riposte américaine...

Dans le même but, la propagande maoïste met l'accent avec insistance sur les propositions de « paix trompeuse » des Russes, et sur le « danger mortel » que font courir à l'Ouest et au monde entier les troupes des « Nouveaux tzars », massées aux frontières de l'Europe orientale.

C'est parce que le jeune capital chinois ne veut, à aucun prix, d'une entente des deux Grands contre le reste du monde, donc contre lui, qu'il fait aujourd'hui flèche du « problème européen » contre les Russes en espérant pouvoir demain tabler sur une « Europe unie » capable de tenir un jour la dragée haute à l'ennemi n. 2 comme à l'ennemi n. 1.

« Nous soutenons les efforts des pays Ouest-Européens pour se rendre puissants », claironne Teng Hsiao Ping. Le malheur pour lui, c'est que les coups de clairons, même répétés, ne sauraient suffire à faire des rêves du capital chinois autre chose qu'une compensation idéale à sa très réelle misère.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

K. Marx (Manifeste du Parti communiste). -1848-

Le bordiguisme et les mouvements nationalistes du "tiers monde."

Le Parti Communiste International (LE PROLETAIRE), principale organisation bordiguiste*, s'est, depuis sa création, proclamé le défenseur acharné de la continuité du « programme communiste » — l'un des aspects de cette « continuité » consistant, pour le P.C.I., dans le soutien des communistes aux mouvements nationalistes du Tiers-Monde. Sur ce point comme sur d'autres, le P.C.I. se présente comme le continuateur des positions léninistes.

En 1926, au IIIe congrès du P.C. d'Italie (Lyon), les thèses de la gauche italienne affirmaient, déjà, sur la question nationale :

« Lénine a également éclairci d'une façon fondamentale la théorie du mouvement populaire dans les pays coloniaux et dans certains pays exceptionnellement arriérés. Alors que le développement interne ou l'expansion du capitalisme étranger n'ont pas encore fourni les bases de la lutte de classes moderne dans ces pays, la satisfaction des revendications qui s'y posent exige une lutte insurrectionnelle et la défaite de l'impérialisme mondial.

A l'époque de la lutte pour la révolution prolétarienne dans les métropoles, la réalisation complète de ces deux conditions permet le déchainement dans ces pays d'un combat qui TOUTEFOIS, PRENDRA L'ASPECT D'UN CONFLIT NON PAS DE CLASSES MAIS DE RACES ET DE NATIONALITES. »

En 1907, Lénine, dans « DEUX TACTIQUES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE DANS LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE », définissant le caractère de la révolution russe à venir comme démocratique bourgeoise, jetait les bases de ce qui deviendrait par la suite le « léninisme » international des staliniens et des gauchistes. On va voir que c'est dans une représentation GRADUALISTE du mouvement communiste (d'abord les tâches bourgeoises, « après »... la destruction du capital) que s'enracine la position de tous les apologues actuels des nationalismes bourgeois du « Tiers-Monde », et que ce gradualisme est lui-même hérité mécaniquement de la Deuxième Internationale :

« La victoire décisive de la révolution sur le tsarisme, écrivait Lénine, c'est la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie (...) CE NE SERA EVIDEMMENT PAS UNE DICTATURE SOCIALISTE, mais une dictature démocratique. ELLE NE POURRA PAS TOUCHER (AVANT QUE LA REVOLUTION AIT FRANCHI DIVERSES ETAPES INTERMEDIAIRES) AUX FONDEMENTS DU CAPITALISME. Elle pourra, dans le meilleur des cas, procéder à une distribution radicale de la propriété foncière au profit de la paysannerie, introduire la démocratie de façon totale et conséquente jusques et y compris la proclamation de la République; extirper non seulement de la vie des campagnes, mais aussi de la vie des usines, les survivances du despotisme asiatique; commencer à améliorer sérieusement la condition des ouvriers et à élever leur niveau de vie; enfin, LAST BUT NOT LEAST (le dernier mais non le moindre), étendre l'incendie révolutionnaire à l'Europe. CETTE VICTOIRE NE FERA ENCORE NULLEMENT DE NOTRE REVOLUTION BOURGEOISE UNE REVOLUTION SOCIALISTE; LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE NE SORTIRA PAS DIRECTEMENT DU CADRE DES RAPPORTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES BOURGEOIS... »

Plus loin : « Reconnaissant comme certain le caractère bourgeois d'une révolution incapable de dépasser directement le cadre d'une révolution démocratique, notre mot d'ordre (dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie) pousse en avant cette révolution; il s'attache à lui conférer les formes les plus avantageuses pour le prolétariat; il s'attache, par conséquent, à utiliser au maximum la révolution démocratique en vue de mieux assurer le succès de la lutte ultérieure du prolétariat pour le socialisme. »

La position de Lénine à cette époque était loin d'être une position originale dans la social-démocratie internationale. Kautsky développait une position similaire, contestant le caractère socialiste de la révolution russe au nom de la faiblesse du prolétariat et de la nécessité pour ce dernier de s'allier avec une autre classe pour renverser le tsarisme, cette autre classe fixant les limites de la révolution : « ...Il sera impossible à la social-démocratie de remporter une victoire seulement avec le prolétariat, sans l'aide d'une autre classe... La force révolutionnaire de la social-démocratie russe est fondée sur la communauté d'intérêts existant entre le prolétariat industriel et la paysannerie... »

Amadeo Bordiga

Le fait fondamental qui caractérise l'analyse social-démocrate de l'époque réside dans cette constatation de Kautsky : « L'ère des révolutions bourgeoises, c'est-à-dire des révolutituée par la bourgeoisie, est révolue, également pour la Russie ». La social-démocratie devait donc se substituer à cette bourgeoisie nationale déficiente, et réaliser ses tâches à sa place, en s'appuyant sur le prolétariat et la paysannerie.

Pour autant qu'il répète ces positions, le courant bordiguiste n'est ici que l'héritier de ce mécanisme.

Pour fonder théoriquement son soutien « invariant » aux nationalismes d'aujourd'hui, le P.C.I. a découpé la planète en « AIRES » différentes, où des RACES différentes déploient des histoires parallèles. Les rythmes inégaux de développement de ces « AIRES » lui permettent de JUXTAPOSER des ZONES (dans les métropoles du capital, lutte de classe moderne; dans les « aires » d'Afrique et d'Asie, soutien prolétarien aux mouvements bourgeois « anti-impérialistes »), au lieu de comprendre le capital unifié mondialement comme une SEULE réalité, dont l'UNITE SOCIALE intègre aussi bien l'inégalité de développement (mais c'est une nécessité interne au capital) que la généralisation d'un MEME rapport social (le salariat), et dont la subversion communiste ne peut donc être pensée et opérée qu'UNITAIREMENT.

C'est ce qui explique qu'on trouve dans LE PROLETAIRE des remarques comme celle-là :

« Il faut se rendre compte que DANS LES PAYS D'OUTRE-MER VIVENT D'IMMENSES COLLECTIVITES DE RACE JAUNE, NOIRE, OLIVATRE (?) DONT LES PEUPLES, REVEILLES PAR LE FRACAS DU MACHINISME, SEMBLENT OUVRIR LE CYCLE D'UNE LUTTE PATRIOTIQUE D'INDEPENDANCE ET DE LIBERATION NATIONALE COMME CELLE DONT S'ENIVRAIENT NOS GRANDS-PARENTS, mais représentent en fait un facteur considérable dans la lutte des classes... » (n. 165).

Ou cette autre :

« Ici, en ce qui concerne la tâche de la classe bourgeoise et de la classe prolétarienne à peine née, S'AJOUTE LE PROBLEME DES LUTTES CONTRE LES IMPERIALISMES BLANCS, qui veulent y importer à la fois la structure industrielle et la domination politique coloniale des

(suite page 5.)

* L'existence du courant bordiguiste est liée à la constitution, en 1919, au sein de la IIIe Internationale, de ce qu'on appela la « fraction abstentionniste italienne » animée notamment par Amadéo Bordiga. En fait c'est vers 1912 que s'était constituée à l'intérieur du Parti socialiste italien une fraction communiste qui s'opposa à l'appareil sclérosé de la social-démocratie locale (lutte contre le réformisme, contre la franc-maçonnerie, etc.). Face à la guerre, Bordiga opposera au neutralisme pacifiste du P.S.I. la position communiste : « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ». Lors de la révolution russe, la gauche italienne adoptera une position de soutien inconditionnel à l'I.C., malgré des désaccords, que Bordiga qualifiera de tactiques, avec les positions de Lénine sur le parlementarisme au IIe Congrès de l'I.C.

En fait, la Gauche italienne appréhendera de façon plus exacte que Lénine les limites d'une IIIe Internationale rapidement gangrenée par tout ce qu'elle avait recyclé de social - démocrate, mais jusqu'au bout, malgré ses réticences (question parlementaire, gouvernement ouvrier...), elle respectera la discipline de l'I.C.

Le P.C.I. actuel s'affirme « gardien de la doctrine » et se distribue à longueur de colonnes des brevets d'authenticité communiste.

Syndicats anglais

(suite de la page 2)

» de notre industrie. Ils connaissent la » marche des affaires aussi bien que la » direction. Lorsque les commandes bais- » sent, ils le savent avant nous. Cette an- » née l'industrie du papier connait des dif- » ficultés dans le monde entier. Les syn- » dicats en ont pleinement conscience. Ils » se rendent compte que ce n'est pas le » moment de se mettre en grève pour » obtenir des augmentations de salaires. »
(« Entreprise », n. 1 036.)

A temps de crise, remèdes de crise : il faut « rationaliser le travail ». Le capital a besoin de grignoter, un par un, ce qui peut bien rester des « avantages que la longue période de prospérité anglaise lui avait permis d'accorder à sa classe ouvrière. Et, bien entendu, c'est à prévenir toute éventuelle contestation de la part des exploités que doivent servir les syndicats. Des concertations régulières patronat - Trade-Unions sur la productivité (les « PRODUCTIVITY BARGAINING ») sont mises sur pied. Dans les grandes entreprises, une tendance se dessine à coopter des syndicalistes — des « directeurs ouvriers » comme on les appelle Outre-Manche — aux Conseils d'Administration !

Cette dernière initiative ne semble d'ailleurs pas faire l'unanimité, ni du côté patronal, ni du côté de la direction des syndicats, car il semblerait que ces fameux « directeurs ouvriers » fassent un peu trop de zèle dans la défense des intérêts de leurs patrons ! « ILS EN ARRIVENT SOUVENT MEME A PARTAGER LES VUES DU MANAGEMENT » soupire K. Mac Grégor, directeur des relations industrielles de la British Steel Corporation. Montrant par trop leur collusion avec la direction (les ouvriers y compris les plus intégrés dans le système, ne pouvant se reconnaitre d'une quelconque façon dans leurs actes) ces « directeurs ouvriers » perdent par là-même toute utilité pour le capital : 148 grèves, d'octobre 1974 à mars 1975, plus de 80 % furent des grèves sauvages !

Mais laissons la parole aux représentants de la classe dominante :

« Si les Trade-Unions ont une longue » habitude des responsabilités et des né- » gociations, il n'en va pas de même pour » la masse des ouvriers et leurs représen- » tants les plus proches...

» Les problèmes de communication et de » motivation restent donc posés. Toute » tentative pour les résoudre, comme l'en- » richissement des tâches (!), se heurte au » corporatisme des syndicats et aux pra- » tiques restrictives qu'il engendre. Quel- » ques entreprises comme I.C.I., s'y sont » essayées avec succès depuis plusieurs » années, MOINS POUR COMBATTRE LA » TOUTE PUISSANCE DES SYNDICATS » QUE POUR ENDIGUER LES DEBORDE- » MENTS DE LA BASE ».

Comme quoi la classe dominante peut avoir une meilleure compréhension de la nature de classe de tous ces organes, Trade-Unions ou Parti travailliste, que les gauchistes, qui continuent, envers et contre tout, à voir en eux des organisations « ouvrières » !

DU SPORT MARCHANDISE

S'il faut aujourd'hui une grande capacité d'abstraction au prolétaire moderne pour imaginer une société où les activités de JEU des hommes, loin de se définir comme « LOISIRS », c'est-à-dire comme simple intervalle entre deux périodes de TRAVAIL, puissent ne faire qu'un avec leur vie la plus quotidienne (dans ce qu'elle a de plus pratique y compris), on n'en peut rechercher la cause ailleurs que dans l'histoire de cette longue dépossession de lui-même qu'a été l'histoire de la DIVISION DE LA SOCIETE EN CLASSES et du développement de la DIVISION DU TRAVAIL.

De la même manière que la division du travail a séparé les hommes de leurs facultés de création artistiques, de même elle les a mutilés dans leur corps — et dans leurs aptitudes à en JOUER.

Au XIX siècle, la misère de l'enfer urbain avait ratatiné, avili, amoindri, étiolé les hommes, tant dans leur morphologie (une statistique anglaise donne une moyenne de 12 cm de moins chez un enfant de prolétaire que chez un jeune bourgeois du même âge) que dans leurs possibilités matérielles et leurs dispositions mentales à une activité physique qui ne soit pas directement productive. Au XX siècle, cette misère s'est aggravée des tortures insidieuses de la mécanisation du geste et des ghettos de la consommation télévisée d'une activité « sportive » que personne n'effectue.

Le travail parcellisé et la répétition indéfinie des mêmes mouvements ont détruit chez le salarié moderne jusqu'à la spontanéité corporelle la plus élémentaire. Les équilibres généraux de la vie ont depuis longtemps été pulvérisés par les exigences d'une production dont on a déjà dit qu'elle était, dans son essence, CANNIBALE (1).

Dans le même temps et comme compensation illusoire, on assiste à la promotion, à l'échelle planétaire, du niveau apparemment le plus anodin à celui de l'aliénation la plus massive, de la « compétition sportive internationale », du « sport » carrière des « champions » rétribués, de la consommation généralisée, par des hommes incapables de toute performance, du spectacle de la performance.

Le « sport » est aujourd'hui pour la plus grande masse des prolétaires une vitrine dans laquelle tout leur passe devant le nez, sans qu'ils aient la moindre possibilité de goûter à ses délices falacieux.

Si effectivement les matches et les épreuves sont suivies par toute une population (900 millions de téléspectateurs pour la Coupe d'Europe de Football), la moyenne d'activité sportive par individu est ridiculement faible, de même que le nombre de licences (2 700 000 pour la France, avec seulement un quart de licences féminines — chaque individu pouvant avoir plusieurs licences, ce chiffre se voit en réalité réduit de 20 %).

Les rapports marchands ont pénétré ce secteur de l'industrie du loisir comme tous les autres, en largeur et profondeur. Le budget annuel du Bayern de Munich s'élève à 17 millions de francs. Pour une sortie amicale celui-ci réclame de 170 000 à 220 000 F (en 1975). Le tennisman amateur Stan Smith a gagné 300 000 F dans son année. Rod Laver, 1 500 000 F (en 1972). Poulidor ou Thévenet réclament 7 000 F pour un petit critérium de village. Mercx réclame 12 000 F. Les footballeurs sont achetés et vendus à prix d'or par les dirigeants des clubs, industriels qui gèrent leurs sociétés comme une entreprise. C'est d'ailleurs une règle que d'avoir à les « rentabiliser ».

La publicité paie le Tour de France et les skieurs « amateurs » sont tous subventionnés par les agences de publicité.

Bien entendu, toutes les cellules « sportives », de l'école, en passant par le club de ville, le club privé, jusqu'à la Fédération nationale sont organisées et tendues vers la compétition.

Un chauvinisme forcené (2) a développé une foire au muscle où les joueurs sont des monstres dopés et piqués aux hormones. L'impératif de la performance impose la spécialisation. La pratique de plusieurs sports est exclue dans la « haute compétition » : la musculature n'est pas la même selon que l'on pratique l'art du plongeon ou le 100 mètres nage libre; le cross ou le 110 mètres haies. Dès qu'elles montrent quelques capacités, les bêtes à records sont nourries et entraînées dans une discipline particulière. En Allemagne de l'Est, elles reçoivent une éducation séparée, et, isolées dès l'enfance, sont rationnellement valorisées.

S'inspirant de ce modèle, Mazeaud, Secrétaire d'Etat giscardien à la « qualité de la vie » (!), va fonder des centres spécialisés, avec sport à mi-temps pour les jeunes « champions ». La France n'a-t-elle pas échoué minablement dans toutes les épreuves internationales ? Il « nous » faut des victoires ! Cocorico !

Tout le monde est d'accord là-dessus : le seul reproche de la « gauche », c'est qu'il n'y a pas assez de crédits. Les staliniens, comme dans tous les domaines, ne pensent qu'à « nationaliser », et présentent leurs plans de gestion étatique du sport-marchandise.

Tout le monde, sauf quelques empêcheurs de contempler sa misère en rond, pour qui il n'y a pas de « réforme des loisirs » qui vaille — et qui pensent que les entractes de l'exploitation ne valent pas mieux qu'elle. Ceux-là donnent à la subversion de la société de classes et au communisme le contenu de la revendication la plus simple, la plus générale, et la plus révolutionnaire : que TOUTE la vie combine, à la dépense d'énergie « utile » — le travail non plus contrainte mais besoin — la dépense physique et intellectuelle GRATUITE, le jeu : POUR LE PLAISIR.

(1) Les transports d'esclaves modernes, particulièrement dans les grandes agglomérations, n'autorisent aucun déplacement pédestre, qui, de toute façon, dans des villes-chambres-à-gaz, ne peut être que lente asphyxie. Tour à tour remué, secoué dans tous les sens, le corps subit les effets de la « civilisation ». Il est maintenant prouvé que beaucoup de maladies se développent dans les transports en commun (ulcères gastriques, infarctus, surmenages, etc.).

La station debout prolongée dans le métro parisien est connue pour ses effets pathogènes. Ne parlons même pas des conditions d'habitat, de travail, etc.

(2) Par l'intermédiaire du sport, le capital étend sa domination idéologique sur le prolétariat : le tiercé, le Tour de France, la marche des facteurs, la pétanque de la « Vie Ouvrière », la corrida, le foot, autant de jalons idéologiques du capital (corporatisme, chauvinisme, esprit de compétition, de clocher, de caserne). Comme disait Walter Ulbricht : « La présence des sportifs de la R.D.A. sur le podium des vainqueurs, c'est la meilleure réponse aux revenchards de Bonn ».

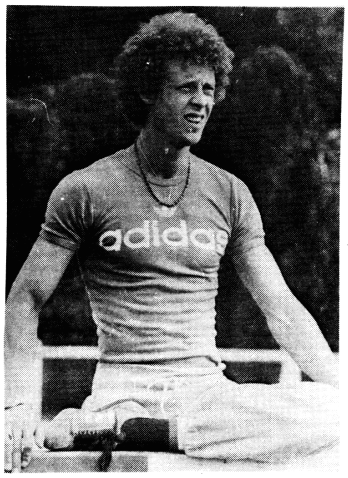
LA AUSSI : LES CLASSES

On remarquera la sûre distribution des diverses variétés de « champions » à partir de leur origine sociale.

Parce que peu coûteux, certains sports sont restés le lot des prolétaires. Ainsi du cyclisme, du foot, de la boxe, miettes plébéiennes. Les supercracs, étant « sélectionnés » par les gérants du sport - marchandise pour servir de chair à télé — et n'échappant à leur condition de bêtes de somme que pour mieux la retrouver sous de nouvelles formes.

La pratique des sports imposant plus de frais, est devenue le privilège des petits et grands bourgeois : le tennis, le ski, la montagne, la voile, l'équitation, la plongée, etc.

Si effectivement, depuis quelques années, à travers l'école, les camps d'adolescents, les enfants des prolétaires ont pu goûter aux activités les plus enrichissantes, celles-ci restent (du fait de leur prix comme du fait du temps qu'il faut y consacrer) des sports - vitrines desquelles le jeune ouvrier a pu s'approcher une fois, mais auxquelles il ne pourra jamais s'adonner réellement. C'est qu'en effet ces activités supposent un long contact avec la nature : la voile, la plongée, la montagne, le ski, ne peuvent se pratiquer au cours d'un week-end du COMITE D'ENTREPRISE !



BORDIGUISME (suite de la page 4)...

métropoles. A plus forte raison encore que dans l'Europe du XIX siècle, LA LUTTE NE PEUT QU'ETRE DIRIGEE CONTRE LA FEODALITE DESPOTIQUE TRADITIONNELLE A L'INTERIEUR ET CONTRE L'ETRANGER BLANC... » (n. 166).

Le P.C.I. s'autorise des écrits de Marx. Mais s'il est vrai que Marx a appuyé les révolutions bourgeoises de son époque, il n'en est pas moins vrai que c'est en tant que phénomène historique MONDIAL, réunissant les conditions de développement mondial du capital et du prolétariat. Cela dépassait de beaucoup toute optique « nationale ». Le communisme n'a jamais appréhendé la révolution bourgeoise comme un problème à poser pays par pays. La nécessité historique de la période PRESENTE, le capital dominant mondialement depuis le début du siècle, ce n'est plus de développer de nouveaux capitalismes nationaux mais bien, pour les prolétaires communistes, de travailler PARTOUT à sa subversion MONDIALE.

Caractériser de « révolutionnaires » ou de « progressifs » le stalinisme, les nationalismes « de gauche » ou le « bloc des quatre classes » maoïste, c'est faire preuve d'un singulier aveuglement. Ces mouvements ont été l'expression de la contre-révolution : non seulement ils n'ont été possibles que parce que le prolétariat mondial a été battu, mais ils sont directement partie prenante de sa défaite ! Quant au produit de leurs « révolutions », il a moins consisté à élargir les possibilités d'action du prolétariat qu'à mettre au pas les masses travailleuses en vue d'une dérisoire accumulation de capital sans fin ni progrès, ou même qu'en une soumission plus complète de la sainte nation à un autre brigand impérialiste.

Ces formes bâtardes d'un capital qui ne peut plus rien apporter à l'humanité, rejoignant dans l'ETATISATION CAPITALISTE les sinistres « solutions » des vieilles citadelles impérialistes à leur crise, sont les indispensables compléments de l'ENCADREMENT DU PROLETARIAT MONDIAL PAR LE CAPITAL. En rien les voies de son émancipation.

Claironner comme le fait le P.C.I. (« le Prolétaire » n. 194) sur les objectifs éculés et anachroniques de la « révolution indochinoise » : les « Etats nationaux » (indépendants ?), les « réformes agraires brisant les vieux liens précapitalistes à la campagne », « la possibilité d'un développement intérieur nécessaire à l'essor d'une industrie moderne », bref, sur la mise en place « des prémices indispensables du socialisme » (comme si ces prémices n'étaient justement pas internationales, c'est-à-dire découlant de la domination mondiale du capital), c'est se mystifier soi-même. La signification de ces mouvements, canalisant et brisant la révolte des masses opprimées du « Tiers-Monde », s'inscrit dans les incessantes tentatives des blocs impérialistes russe et américain de « restructurer » leur domination tant économique que militaire.

Et les prolétaires de la « zone des tempêtes » ont besoin d'un tout autre « soutien » que celui, par leurs frères de classe des métropoles, du capital « national » de leurs très NATIONAUX exploiteurs !

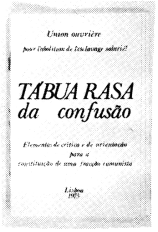
Toute commande et correspondance : Bernard LACOSTE
B.P. 26, Bordeaux-Nansouty. 33034 Bordeaux - CEDEX

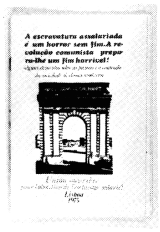
Nouvelles de l'Union

PORTUGAL

● L'article « **Chine. Camps de travail : l'envers du mythe** », publié dans le numéro 5 de l' « U.O. », a été traduit en portugais sous le titre « **China desconhecida** », et publié dans le numéro 4 des **Cadernos « miséria do quotidiano, quotidiano da miseria** », à Lisbonne. Toujours à Lisbonne, ont paru cet été deux textes de l' « U. O. », en brochures séparées :

Tábua rasa da confusão. Elementos de crítica e de orientação para a constituição de uma fracção comunista, et **A escravatura assalariada é um horror sem fim. A revolução comunista prepara-lhe um fim horrivel ! (Alguns elementos sobre as formas e o conteúdo da sociedade de classes moderna)**. Disponibles au journal, 2 F pièce. Enfin, l'**Adresse** du 10 juillet traduite en portugais sous le titre plus explicite : **Mensagem aos proletarios de Portugal. Critica do « manifesto » dos C.R.T. S.M. de 15 de abril de 1975,** a jeté un froid au « Deuxième congrès » des fameux « Conseils » où elle a été diffusée ! Visiblement ignorant de son contenu, le P.R.P. entreprit d'en faire la communication publique à la salle. Mais découvrant au fur et à mesure de la lecture la nature de nos critiques, il ne parvint pas à la terminer.





HOLLANDE

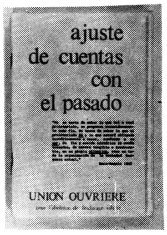
● **Spartacus, orgaan ter bevordering van de zelfstandige arbeidersstrijd (Reinier Claeszenstraat 40 hs Amsterdam-1014)** publie, dans son numéro de septembre - octobre 1975, la traduction de l'**Adresse,** sous le titre « **Oproep tot de Portugese arbeiders** », avec une préface du groupe.

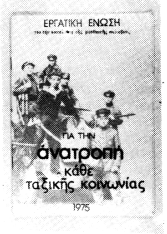
GRECE

● Sous le titre **Gia tin anatropi kathe taxikis kinonias (Pour la subversion de toute société de classes),** vient de paraître une nouvelle brochure en langue grecque. Disponible au journal : 2 francs.

ESPAGNE

● Les éditions espagnoles **Mayo 37** viennent de publier un recueil de textes de l'U.O., sous le titre **Ajuste de cuentas con el pasado.** Une brochure de 44 pages, avec une préface de Mayo, 2 francs. Disponible au journal.





FRANCE

● Notre directeur de publication a été informé par la police de poursuites engagées contre l' « U.O. » pour « **insultes et altercation publiques** ». Nous ignorons encore ce qui a motivé ces poursuites et qui les engage.

A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Etant donné l'augmentation du volume de notre correspondance et des frais qui y sont liés, nous demandons à tous nos lecteurs de vouloir bien joindre à toutes leurs commandes des timbres pour payer le port et à toutes leurs lettres, un timbre pour la réponse. Le Diable vous le rendra !...

Portugal

Vers la "normalisation"?

« Aujourd'hui, écrivions-nous en juin dernier (1), le capital portugais a besoin **d'ordre.** Après une année de mouvement de consolidation et d'institutionalisation de leur domination, les agents, militaires ou non, de la centralisation économique et de la restructuration politique qui ont suivi le 25 avril, ont, avant toute chose, **besoin d'établir des équilibres suffisamment stables pour qu'ils puissent enfin engager une « bataille de la production » qui soit autre chose qu'un slogan, développer une politique cohérente en Angola, aux Açores et à Madère, et neutraliser une « contestation » sous-jacente, dont ils craignent qu'elle ne se généralise, après un demi-siècle de peur et de silence, pour peu qu'ils ne parviennent à temps à contrôler les forces libérées par la secousse imprimée à l'ancien ordre politique.** »

Ce besoin de « stabilisation », on pouvait le diagnostiquer en juin, mais sans qu'il soit alors possible de dire quelles solutions y seraient apportées. Dans les deux mois qui suivent, les diverses forces en présence en viennent, au contraire, à **se mesurer** pratiquement. Et ce n'est pas parce que l'alignement des troupes des uns et des autres ne déboucha pas sur un affrontement généralisé, que la violence fut limitée, épisodique, et ne flamba que par à-coups, que les diverses fractions ennemies ressortirent de l'été 1975 comme elles y étaient entrées. On sait, en effet, que l'art de la guerre n'est que l'art d'amener l'un des adversaires à reconnaître la supériorité de l'autre — et que c'est **vaincre** que de dissuader l'ennemi de continuer les combats.

En juillet - août, c'est à une **usure** progressive des possibilités de combattre des staliniens et des « gonçalvistes » qu'on a assisté, et à la perte de la plupart de leurs positions. Sans avoir eu même à affronter manu militari les moscoutaires, la coalition de Soarès, de l'évêque de Braga et de la fraction Melo Antunès de l'armée, est parvenue à leur prendre l'initiative, à saper leurs positions, à désagréger leurs forces et **à les dissuader** de pousser plus avant.

En cela s'exprimaient, sur le terrain, les rapports de forces réels : la faiblesse relative de Cunhal, et la force relative de la coalition bigarrée des droites « occidentales ». A l'issue de cette confrontation, les rapports entre les différentes fractions du capital se présentent sous un jour différent : certaines pièces du jeu ont bougé, des reclassements se sont opérés, plusieurs « solutions » gouvernementales ont été épuisées en quelques semaines, l'hypothèque Cunhal levée. D'autre part, la relative passivité du prolétariat dans cette crise fait la preuve de ce qu'il a fait une expérience suffisamment **décevante** de tous les vieux partis pour qu'il ne se soit rangé derrière **aucun,** et la démonstration du caractère également **conservateur** de **toutes** les vieilles organisations (développée pendant une année et demie de « **Portugal Novo** »), le place dans une situation **où il ne peut plus nourrir d'illusions sur quiconque.**

DU 10 JUILLET AU 5 SEPTEMBRE

Le rappel des faits est la meilleure des démonstrations.

Après avoir longtemps différé la confrontation, l'aile « occidentale » des forces politiques du capital avait amorcé, en montant en épingle l'affaire de « **Republica** », sa croisade antimoscoutaire, sous la bannière des « libertés ». En juin déjà, l'ampleur de la campagne de Soarès et son écho auprès des bourgeoisies européennes, avaient fait peser sur l'équipe en place la menace d'un éclatement de ce qu'il restait de la coalition du 25 avril 1974. Les tergiversations sans fin du pouvoir à l'égard de « **Republica** » exprimaient clairement les divisions qui tiraillaient déjà les diverses fractions militaires et leurs alliés civils. Lorsqu'il s'avéra finalement que les pressions verbales n'emporteraient pas la décision, Soarès jeta sa dernière carte dans la balance : sa démission, bientôt suivie de celle du P.P.D. Ce seul geste lui donnait à la fois la possibilité de mobiliser ouvertement ses troupes dans la rue contre les « dictateurs rouges », d'affaiblir sérieusement l'équipe Gonçalvès à l'échelle internationale, et de préparer les conditions d'une rupture ouverte, au sein des forces armées elles-mêmes, entre « atlantistes » et « gonçalvistes ».

Dûment orchestrée, sa campagne fit le plein des énergies des forces « pluralistes », des défenseurs de l' « Occident chrétien », des nostalgiques de Caetano, des petits bourgeois européophiles, des clientèles paysannes de l'Eglise et des commandos activistes de l'extrême-droite classique. Chaque jour qui passait voyait se manifester avec plus de netteté l'isolement progressif d'une équipe qui n'avait jusqu'ici dû son apparence de puissance qu'au refoulement des contradictions qui minaient le moyen essentiel de son pouvoir même : l'armée.

Dès lors que le corps des officiers s'avéra non seulement divisé, mais encore, en sa majorité, antigonçalviste (ce que manifestèrent tant le document des « neuf » le 7 août que les esquives de Carvalho, le « radical repenti »), les forces atlantistes n'avaient qu'à laisser se désagréger petit à petit les positions de leurs adversaires, là où elles pouvaient être le plus redoutables : au sein du M.F.A. lui-même.

Pendant que Soarès laissait le devant de la scène à l'évêque de Braga et à ses chouans, les gonçalvistes pouvaient bien organiser des défilés à Lisbonne. Ce n'était que parce qu'ils étaient incapables d'écraser leurs ennemis au Nord, et le « triumvirat » allait faire long feu — n'ayant, en lieu et place d'exercice de « l'autorité du pouvoir » — ce pourquoi il s'était constitué — pu qu'entériner sa propre absence de toute autorité. Le mouvement faisait désormais boule de neige et allait rapidement emporter Gonçalvès lui-même, d'abord dessaisi de son poste de Premier ministre, le 29 août, avant de l'être de celui de chef de l'état-major des forces armées, le 5 septembre, à Tancos, après que la quasi totalité des directions militaires l'aient déjà explicitement récusé.

QUELLE « SOLUTION » AZEVEDO ?

Porté au poste de Premier ministre le 29 août, en remplacement de Gonçalvès, l'amiral Pinheiro de Azevedo ne put pleinement se manifester qu'au lendemain de la mise au rancart de Vasco Gonçalvès. Et ses premiers propos, comme ceux du Conseil de la Révolution « restructuré », furent pour réclamer la mise en place d'institutions gouvernementales suffisamment « représentatives » pour pouvoir rétablir la « confiance » (notamment du Nord) et l'« ordre » — d'abord dans les casernes et ensuite dans le pays.

Annoncée d'abord pour le jeudi 11 septembre, la proclamation officielle du nouveau gouvernement s'avéra ensuite retardée par « des difficultés de dernière minute » chaque jour reconduites. « Difficultés » qui suffisent à prouver que malgré les proclamations « d'union nationale » de la nouvelle équipe, la crise peut à chaque instant rebondir. D'autant que l'interdiction, le 8 septembre 1975, de toute prise de position publique des militaires par le nouveau Conseil de la Révolution, n'a pas plus empêché la manifestation des soldats du rang de Porto le 10 que la proclamation de la censure de presse sur les affaires militaires, de vigoureuses réactions. Pour l'heure, il semble que le gouvernement Azevedo, s'il voit le jour, doive constituer une étape vers la « remise au pas » que réclamait le P.S. et selon des modalités assez proches de celles que préconisait Soarès. Rien ne dit toutefois que ce nouveau gouvernement disposera de plus de moyens que les précédents pour régler les problèmes vitaux qui tenaillent le capital portugais et qu'en fait de « donner paix, ordre et tranquillité au pays », il ne fera pas qu'éterniser la crise.

S'il s'avérait incapable de réasseoir l'autorité de l'Etat, une chose est sûre : c'est une solution à la Spinochet qui se profilerait derrière Soarès et, la boucle bouclée, le « Portugal Novo » se retrouverait bientôt à son point de départ.

Maintenant que les atlantistes ont repris du poil de la bête, le principal obstacle qu'ils rencontreront sur la voie de leur « rétablissement de l'ordre », ce ne seront plus les forces moscoutaires (trop conscientes de leur faiblesse, et qui mènent aujourd'hui une prudente politique défensive afin de « sauver ce qui peut être sauvé »); ce seront les travailleurs et les soldats du rang — ces soldats dont il semble qu'une certaine fraction ait du mal à se résigner à voir le beau rêve de la « révolution » s'évanouir. Ce qui signifie que le nouveau pouvoir aura, soit à **réprimer** les foyers d'agitation, soit à tenter de les neutraliser, en les **canalisant** et en se les **subordonnant.**

Encore qu'il ne faille pas sous-estimer ce que représente de possibilités révolutionnaires un mouvement comme celui des soldats de Porto, il n'en reste pas moins que, pour l'heure, il semble bien que la crise s'achemine vers une phase de stabilisation provisoire, de « normalisation » bourgeoise. A cet égard, il importera de suivre au jour le jour le développement du mouvement de « remise en ordre ». La première bataille se livrera dans les casernes, contre les soldats. Ses modalités préfigureront directement celles des affrontements ultérieurs.

(1) « Contradictions internationales et politique du coup par coup : le capital à la recherche d'une difficile stabilisation politique ». « Union Ouvrière », n. 7.

Dépôt légal : 3e trimestre 1975 Imprimerie des Quatre-Pavillons, 2, rue Camille-Pelletan, 33150 CENON Difusion N.M.P.P. Commission Paritaire numéro 56 422 Dir. pub. : B. Lacoste